

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

49132



Distr.
GENERALE

E/CN.14/261
16 janvier 1964

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième session
Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964
Point 9 de l'ordre du jour provisoire révisé

PROGRES EN DIRECTION D'UN MARCHÉ COMMUN AFRICAIN

1. Pour faire suite aux résolutions de la cinquième session de la Commission sur le sujet et en s'inspirant de résolutions parallèles de la Conférence des chefs d'Etats africains à Addis-Abéba, le secrétariat de la CEA a mis en application un vigoureux programme d'action orienté vers l'examen des possibilités de formation d'un marché commun africain et d'une union de compensation et des paiements.
2. Les travaux de recherche entrepris dans ce domaine par le personnel permanent du secrétariat et un certain nombre de consultants de l'extérieur ont pour objectif l'élaboration de recommandations techniques concrètes pour atteindre ces deux buts ultimes, aujourd'hui généralement acceptés en Afrique.

Programme d'action

3. Le secrétariat a reçu de la cinquième session de la Commission le mandat général, précisé par les recommandations de la deuxième session du Comité permanent du commerce, d'exécuter notamment les travaux suivants:
 - 1) ".... entreprendre des études intensives sur les principaux problèmes que pose la création d'un marché commun africain, en s'attachant particulièrement à l'intégration équilibrée du développement économique dans les divers pays africains ..."
(résolution 86 (V))

- ii) ".... entreprendre une étude sur les possibilités de créer un système de compensation dans le cadre d'une union des paiements entre les pays africains" (résolution 87 (V)).

4. Les lignes générales d'action proposées pour 1964 par le secrétariat, qui sont incorporées dans le programme de travail et l'ordre de priorité qui ont été adoptés par le Comité permanent du commerce lors de sa deuxième session, sont indiquées ci-dessous. Il va sans dire que ce programme pourra être modifié à la suite d'études ultérieures.

Marché commun africain

- a) Etude des difficultés à surmonter avant la formation d'un marché commun africain, initiatives concrètes à prendre, produits qui peuvent être échangés entre pays africains et mesures pour développer les échanges intra-africains.
- b) Etude des obligations internationales qui pourraient avoir des incidences sur le champ d'application d'un marché commun africain et sur les délais dans lesquels ce marché pourrait être établi; suggestion des mesures permettant aux pays africains de remplir ces obligations tout en accélérant le processus d'intégration.
- c) Poursuite, en étroite liaison avec le secrétariat du GATT des travaux concernant la formation d'un marché commun africain, afin que le projet puisse être élaboré et définitivement établi, compte tenu des exigences techniques du GATT.
- d) Elaboration des principes d'un accord sur l'établissement d'un marché commun africain acceptable par tous les pays de la région.
- e) Etude des possibilités d'établir une zone de libre échange des produits agricoles.
- f) Etude des possibilités d'établir une zone de libre échange des produits manufacturés.
- g) Rédaction des documents et projets de conventions pertinents (concernant (d), (e) et (f)) en consultation avec les gouvernements africains.

- h) Assistance aux gouvernements africains pour l'adaptation de leurs tarifs douaniers à la nomenclature de Bruxelles et la création d'un organisme chargé d'établir un plan d'élimination des barrières douanières en Afrique (voir plus loin).

Douanes

Continuation des travaux en ce qui concerne:

- a) La conversion des tarifs douaniers à la nomenclature de Bruxelles et l'adoption de la définition de la valeur en douane de Bruxelles (voir (h) ci-dessus).
- b) L'examen des problèmes du trafic frontalier.
- c) L'étude des problèmes de transit, notamment de la possibilité d'une convention TIR.
- d) L'harmonisation des droits de douane et des politiques fiscales.
- e) Des procédures douanières communes et l'assistance réciproque entre administrations nationales.

Union africaine de compensation et des paiements

- a) Présentation à la sixième session du rapport du groupe d'experts qui se réunira à Tanger en janvier 1964.
- b) Poursuite des études des incidences des institutions et politiques monétaires africaines sur la mise en place d'une union africaine de compensation et des paiements.

Dispositions concernant l'exécution du programme

5. Le Secrétaire exécutif est d'avis que le temps est venu pour les experts africains qui sont aussi, dans toute la mesure du possible, représentatifs de l'opinion africaine, d'être activement associés à la réalisation du programme de travail menant à un marché commun africain et à une union de paiements. A cette fin, il semble nécessaire, non seulement de poursuivre activement un programme aménagé par étapes, mais aussi d'établir des liaisons avec les autres programmes de la CEA dont le progrès est d'une importance vitale pour l'établissement rapide d'un marché commun et d'une union des paiements africains. Outre la passation de nouveaux accords de commerce

et de paiements et la création de nouvelles institutions, la formation d'un marché commun africain suppose encore l'augmentation régulière de la production agricole et industrielle. C'est pourquoi les travaux de la CEA en direction d'un marché commun devraient être plus étroitement intégrés, à tous les niveaux, qu'ils ne l'ont été jusqu'ici, aux autres programmes pertinents.

6. Deux missions industrielles ont récemment visité l'Afrique de l'ouest d'une part, l'Afrique de l'est et l'Afrique centrale de l'autre; une troisième mission va bientôt visiter l'Afrique du nord. Ces missions appellent l'attention, concrètement, sur les possibilités de développement de la grande industrie par la voie de la coopération. Des efforts sont également faits pour favoriser le développement d'une industrie petite et moyenne destinée en grande partie à alimenter le marché intérieur. Une assistance est fournie également aux efforts nationaux en vue de développer et de diversifier la production agricole, notamment par la transformation des matières premières agricoles, en attachant une particulière importance au passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commercialisée. Plusieurs enquêtes importantes sont en cours dont les résultats seront examinés lors d'une série de réunions spécialisées, au plan sous-régional surtout, dans le courant de l'année 1964. Le secrétariat établit une sorte de carte industrielle de l'Afrique indiquant les possibilités concrètes de nouvelles réalisations.

7. Le Secrétaire exécutif tient à appeler l'attention de la Commission sur les leçons que l'on peut tirer des travaux préparatoires en vue de la création de la Banque africaine de développement. A la suite d'études préliminaires d'experts, la quatrième session de la CEA a créé un Comité des Neuf chargé de présenter dans le délai d'un an un rapport détaillé sur les mesures prises pour la création de la Banque. L'accord portant création de cette Banque a été signé par les ministres des finances de la plupart des pays africains moins de dix-huit mois après la décision de la Commission. Le Comité des Neuf était à la fois un organe d'experts et un organe représentatif: organe d'experts en ce sens qu'il était composé de banquiers et

de fonctionnaires des finances africains de haut rang, secondés par un solide secrétariat comprenant des consultants, et organe représentatif on se souvient que sa composition était soigneusement équilibrée entre les divers intérêts africains.

8. La possibilité a été suggérée de prendre des mesures similaires maintenant pour accélérer la formation d'un marché commun et d'une union des paiements africains. Un autre comité, de neuf membres éventuellement, pourrait être nommé encore, avec le double caractère d'un organe d'experts et d'un organe représentatif, secondé par le personnel du secrétariat le plus solide possible auquel s'ajouteraient, dans toute la mesure des ressources financières disponibles, des consultants de l'extérieur. Ce comité serait chargé d'exécuter le programme de travail précis, aménagé par étapes, qui a été établi. Il pourrait aussi instituer deux sous-comités restreints, qui s'occuperaient, l'un de la compensation et des paiements, l'autre des problèmes douaniers. Le premier pourrait établir des relations de travail étroites avec la Banque africaine de développement. Il pourrait aussi organiser périodiquement des réunions des gouverneurs des banques centrales et d'autres institutions monétaires ou financières africaines. Le Secrétaire exécutif ferait en sorte que ce Comité des Neuf, s'il était nommé, reçoive régulièrement des renseignements détaillés sur les autres travaux pertinents de la CEA susceptibles d'avoir une conséquence sur la création d'un marché commun, surtout en ce qui concerne le développement industriel et agricole.

9. Si la Commission décide de créer ce Comité des Neuf en le chargeant des tâches énumérées plus haut, elle pourrait l'inviter à faire un rapport à sa septième session sur les progrès dans la voie de l'établissement d'un marché commun et d'une union de paiements. Le Comité et ses sous-comités se réuniraient aussi souvent que de besoin. Mais il semblerait préférable de ne pas tenir la troisième session du Comité permanent du commerce avant 1965, pour pouvoir appliquer toutes les forces des gouvernements africains et du secrétariat de la CEA à ces tâches prioritaires.

- - - - -

